L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

JOURNAL OFFICIEL DES ANNONCES JUDICIAIRES:—NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 28 JUILLET 1847.

IMPRIMÉ ET PUBLIÉ PAR
MAINE & WEISSE,
No. 81 rue de Chartres, et No. 13 rue du Camp

NOUVELLE-ORLEANS :
MERCREDI MATIN, 28 JUILLET 1847.

NOUVEAU-MEXIQUE.—Le *Republican* de St-Louis du 19 courant, contient des nouvelles de Santa-Fé qui vont jusqu'au 13 juin.

On se rappelle qu'un engagement avait eu lieu entre un corps d'Indiens, secondés de quelques Mexicains, et un détachement américain sous les ordres du major Edmonson. Dans cet engagement l'ennemi a du perdre environ quarante hommes, et cependant il a obtenu une acorte d'avantage sur nos troupes. Aussi a-t-on envoyé de la punir de cet avantage; le lieutenant-colonel Wollock est parti de Taos à la tête d'un assez fort détachement, mais il n'a pu parvenir à mettre la main sur aucun ennemi.

Les Mexicains cependant se félicitaient fort de leur prétendu succès; ils se proposaient aussitôt le départ de quelques troupes qui vont être licenciées, de se soulever afin de chasser les Américains de leur pays; ils comptaient bien y parvenir sans grands peine, attendu que le départ des volontaires réduira singulièrement, les forces dont peut disposer le colonel Price; et que de plus, ces forces sont dispersées sur un assez grand rayon. Il est douteux cependant qu'ils puissent reprendre Santa-Fé.

La route du Missouri à cette ville est couverte de convois, l'on y rencontre aussi ça et là quelques détachements de troupes américaines. Elle est infestée par des Indiens, qui la rendent fort peu sure. Aussi la plupart des voyageurs ont-ils soin de se munir d'armes afin de faire face en cas de besoin le coup de fusil avec les maraudeurs.

HOPITAL DE CHARITÉ.—Du 26 au 27 courant, à 3 heures du soir, il y a eu dans cet établissement 25 admissions, 6 décès dont pas un seul de fièvre jaune. Plusieurs cas assez graves étaient en traitement.

AVIS AUX MARCHANDS DE GLACES.—Voici un fait que nous recommandons à l'attention de ceux qui font des crèmes à la glace :

Dernièrement à Nantuket, Massachussetts, on avait fait de la crème au moyen dans une sabotière d'étain, et après en avoir mangé une partie, on laissa le reste se fondre dans la sabotière. Le lendemain, on gâcha de nouveau ce liquide, et l'on se remit à en manger ; mais cette fois tous ceux qui y goûtèrent furent horriblement malades. L'acide que contient le limon, en se combinant avec le métal de la sabotière, avait produit un poison assez violent pour causer de graves accidents. Personne heureusement n'est mort ; mais c'est un avertissement qu'il ne faut pas négliger. Il est dangereux de laisser séjourner dans une sabotière les glaces dans lesquelles entrent des acides. La crème à la vanille n'a point les mêmes inconvenients.

LA SARAH SANDS est bien repartie de Cork le 2 courant, ainsi qu'on l'avait annoncé. Il est entré à New-York dans la matinée du 19. Il n'a pu, bien entendu, nous apporter aucun nouvelle.

RÉCOLTES.—Les longues pluies qui ont régné dans la Caroline du Sud, ont causé quelques dommages à la récolte du coton, mais celle des céréales n'a point souffert. A moins de circonstances très favorables, la recolte du coton ne dépassera point la moyenne.

Les pluies qui régnent depuis près de quarante jours dans la paroisse Saint-Landry, ont fait verser le maïs en beaucoup d'endroits. Si ce contretemps, il est à craindre qu'on ne lasse qu'une demi-recolte. Quant à la canne, elle promet beaucoup.

Dans St-Marie, la canne présente la plus belle apparence, et le maïs est abondant. Ce sera sans doute une des meilleures que l'ont ait fait de puis quelques années.

POINT COUPEE.—Un violent orage a éclaté dernièrement sur la Fausse Rivière. Beaucoup de planteurs ont perdu une partie de leur récolte. L'ouragan l'a jeté à terre. Le vent a été si violent que l'eau de la rivière a été renversée par la violence de l'ouragan.

PLAQUEMINE.—Une rixe sanglante est survenue entre deux Espagnols sur la route de Jackson dans le voisinage de Clinton, à en les plus sanglants résultats. Les deux adversaires se sont battus à coups de couteau. On a essayé en vain de les séparer. Un respectable citoyen James Holmes a perdu la vie en cherchant à s'interposer. L'un des combattants Lorenzo Valdarra a reçu de si graves blessures qu'on désespère de sa vie. Ceux qui sont compromis dans cette triste affaire, ont été arrêtés.

MORT.—Une belle compagnie de cavalerie, composée de 101 hommes et commandée par le cap. Loyall, est arrivée dernièrement de la Georgie à Mobile. Elle a dû s'embarquer pour Vera-Cruz lundi dernier, à bord du vapeur *Mary Kingsland*.

M. Wm Mudd, de Jefferson, se porte comme candidat vingt dans le 3me district congressionnel de l'Alabama. Les chances ne paraissent point devoir lui être favorables.

VAPEURS DE GUERRE.—On lit dans l'*Union* de Washington : Les vapeurs de guerre dont la construction a été autorisée par un acte du Congrès, approuvé en mars 1847, sont : Deux vapeurs de 1ère classe, jaugeant 2414 tonneaux ; deux de 2me classe, jaugeant 1379 tonneaux. La longueur des premiers sera de 250 pieds ; leur largeur de 45 ; leur profondeur de 26. Les proportions des seconds seront de 210, 27 et 23 pieds. Les deux vapeurs de 1ère classe et un de la 2de, seront mus par le système des roues latérales ; l'autre par une hélice. Gosport et Philadelphie sont chargés de construire les deux premiers ; les autres le seront à New-York et Kittery, Maine.

Le Président des Etats-Unis a reconnu Joseph Lavaud comme vice-consul de Russie pour le port de Charleston.

LE SAN PEDRO.—Chaque année nous apporte des nouvelles du San Pedro, gallion espagnol sombré le siècle dernier près de la côte-ferme et dont une compagnie, établie à Baltimore, s'occupe à sauver les richesses. On en a reçu cette année environ 920,000. C'est autant à ajouter au produit des années précédentes.

(Correspondance particulière de l'*Abeille*.)

PARIS, le 1er juillet 1847.

Je m'étais trompé à demi, en vous annonçant que la réduction de l'impôt sur le sel serait repoussée comme les autres réformes l'avaient été jusqu'ici ; elle a été au contraire adoptée par la Chambre des Députés à une très grande majorité. Mais on assure, et je le crois sans peine, que le ministère fait l'impossible pour qu'elle ne passe pas à la Chambre des Pairs, du moins avant la fin de la session.

La loi permettant exceptionnellement la libre entrée des céréales va se trouver prorogée jusqu'au 31 janvier prochain. Un projet de loi a du même été adopté par la Chambre des Députés ; et tout porte à croire qu'il passera sans difficulté à la Chambre des Pairs. C'est une loi d'urgence, une précaution contre la famine, que la noble Chambre n'oserait pas repousser, alors même qu'elle en aurait l'envie. On avait demandé aussi par amendement, la prorogation jusqu'au 31 juillet 1848 ; 2o la libre importation des viandes salées pendant le même temps ; mais la Chambre a repoussé cette double demande réclamée par la prudence autant que par l'humanité.

La presse parisienne commence enfin à se faire une idée de la faiblesse du Mexique. Il y a eu mois encore on annonçait hautement que les Américains pourraient marcher définitivement dans leur lutte contre les Mexicains. Maintenant les faits sont trop palpables pour qu'il soit plus longtemps permis de se faire illusion le-dessus. D'ailleurs, on ne saurait trop le redire, les Etats-Unis, leurs institutions, leurs mœurs, leurs ressources, sont à peine connus ici, —malgré les excellents ouvrages qui ont été publiés à ce sujet. Même dans la presse, il n'y a guère qu'un homme, M. Michel Chevalier, qui comprend bien les questions américaines. Si quelquefois ses jugements sont sévères jusqu'à l'injustice, il faut uniquement l'attribuer aux exigences du point de vue un peu exclusif du journal auquel il est attaché. Dernièrement encore, il y avait dans la *Revue Indépendante* un article consacré à l'appréciation de la nouvelle constitution de Geneve, article dû à la plume d'un homme qui a écrit un livre sur les gouvernements démocratiques et qui connaît sur les hautes vérités politiques des erreurs incroyables.

A l'occasion de la discussion du budget on a porté une grave accusation contre l'administration de la ville civile. Il paraît qu'en lieu de *solder* dans l'application des fonds de la commune l'ordre si quelque fois perdu, comme on le fait d'ordinaire dans les fonds de dépense privi-

on a pris partout les plus beaux arbres pour les abattre ; et qu'en escamptant ainsi l'avenir on a dû toucher quelque chose comme soixante à quatre-vingt millions par anticipation. Aux reproches très vifs qui leur ont été adressées à ce sujet par MM. Sherbette et Odilon-Barrot, le ministère a répondu, que c'était la manière allemande, dite par éclaircie, manière nouvelle et très perfectionnée. Il faut convenir en effet que c'est une bien excellente manière pour les gouverniers.

Mais tout cela n'empêchera pas les scandales qui sont partout à l'ordre du jour. En première ligne se place l'affaire Girardin, improprement peut-être car ce n'est pas M. de Girardin qui y joue le mauvais rôle.

[Le notre correspondant résume d'une façon très nette et très vive toute l'affaire Girardin ; la séance du 17 juin à la Chambre des Députés ont l'autorisation de poursuivre est, accordée, a-près une discussion dans laquelle le ministère n'a que l'avantage du talent oratoire ; la comparution de M. de Girardin devant la Chambre des Pairs le 22 juin ; et enfin cette dernière et terrible bataille qui s'engage entre l'accusateur et les accusés le 25 juin à la Chambre des Députés, bataille dans laquelle personne n'est vainqueur, mais où le ministère a reçu des coups terribles. Nous regrettons que ce récit si bien fait ait été devancé par les détails des journaux que nous avons donnés : car il forme véritablement une bonne page d'histoire. La crainte seule de retenir trop longtems nos lecteurs sur les mêmes faits nous empêche de le donner. Voici du reste les réflexions par lesquelles notre correspondant termine l'historique des faits, et les quelques paragraphes par lesquels se conclut sa lettre :]

Il n'y a pas moyen de se faire illusion à cet égard; l'opinion publique condamne le ministère. Il y a eu, cela n'est pas douteux, des tripotages dégoûtants. MM. Adam et Thibaudeau n'ont pu obtenir le privilège qu'ils sollicitaient qu'en donnant 100,000 francs à MM. Solar et Cassagnac. Sur ce point il y a preuve complète. Il y a eu aussi des propositions faites aux maîtres de poste auxquels on a offert de faire passer eune loi telle qu'ils la pouvaient souhaiter, moyennant un boni de 1,000,000 fr. Le fait est hautement avoué par les maîtres de poste qui ont repoussé la proposition. La seule chose qui ne soit pas clairement prouvée c'est la connivence du ministère. Mais s'il n'y était pour rien refuserait-il lenguête ? reposnerait-il ainsi le seul moyen qu'il ait de s'innocenter ?

Si la vente d'une promesse de pairie n'est point prouvée, n'est-il pas bien établi, d'un autre côté, par la lettre du comte Girardin, que M. Guizot a voulu vendre un siége de pair, non pas, il est vrai contre de l'argent, mais contre l'appui d'un journal dont on redoutait l'indépendance ! Tout se réunit donc pour accabler le pouvoir. A cette occasion, le *Charivari* dit fort bien: "Le ministère aurait tort de croire que le public soit satisfait aussi facilement que la chambre. Prend-il donc le public pour une chambre des Députés ?"

Ce qu'il y a de curieux encore, c'est que, pendant la discussion, M. Duchâtel ayant reproché à M. Girardin d'avoir obtenu 300 actions dans un chemin de fer, celui-ci riposta qu'il n'y voyait aucun mal puisqu'il les avait payées—Qu'il n'avait fait d'ailleurs que suivre l'exemple d'un ministre, du Sud, on croit que c'est un nommé M. Duchâtel reprit : "M. de Mackau avait souscrit en effet pour avoir des actions, mais il a retiré sa souscription sur les observations qui lui ont été faites à ce sujet par ses collègues. "Je n'hésite pas à déclarer qu'un ministre qui aurait pris des actions dans un chemin de fer ou dans toute autre entreprise analogue, aurait commis une action honteuse." Et M. Girardin ajouta : "Oui honteuse, et qui plus est infâme." Or, il se trouve que 500 actions *déjà nitées* qui été *souscrites et prises* par la maison de commerce à la tête de laquelle se trouve M. Cunin-Gridaine, ministre du commerce et de l'agriculture.

Ce fait, jeté dans le public par la *Presse*, a produit l'effet d'une bombe. Le *Moniteur Parisien* avoue la chose d'ailleurs, seulement il prétend que M. le ministre Cunin-Gridaine n'a plus qu'un faible intérêt dans la maison *Cunin-Gridaine père et fils*, de Sedan, dont il a abdonné la direction depuis longtemps, et qu'il n'a aucun intérêt en dehors de tout ce qui concerne la fabrication des draps. On conviendra que c'est une assez pauvre justification. C'est par M. Cunin-Gridaine que la maison dont il s'agit a été montée, c'est par lui qu'elle a prospéré et grandi. Maintenant a qui fera-t-on croire que les fils Cunin-Gridaine eussent fait une affaire de cette importance, en dehors de leur ligne, sans l'avis de leur père, de leur associé ! A qui fera-t-on croire qu'une maison de Sedan, occupée de la fabrication des draps, eut pu obtenir 500 actions dans un seul chemin de fer, alors qu'on se les arrachait, si le chef de cette maison n'avait pas été ministre ? D'ailleurs des actions non émises ont été données à MM. Cunin-Gridaine fils, mais bien à MM. *Cunin-Gridaine père et fils*. Et comme la souscription remonte à plusieurs années, il n'y a pas même l'excuse d'une inadvertance.

Enfin, comme si ce n'est pas assez de tout cela, on a l'affaire Cubières. A la suite d'une enquête qui provoquée par les révélations d'un procès fait devant une commission de la Chambre des Pairs, deux anciens ministres, M. Despan Cubières, heureux général, pair de France, et M. Teste, président de chambre à la Cour de Cassation et pair de France, sont accusés le premier de corruption avec MM. Parmentier et Pellapra, et d'escroquerie par-dessus le marché,—et l'autre de s'être laissé corrompre en sa qualité de ministre des travaux publics.

Dans quel pays et dans quel siècle vivons-nous donc !

La paix est loin d'être rétablie en Portugal.

L'Espagne se trouve toujours dans le même état d'incertitude.—Il y a quelques mouvements carlistes.—C'est probablement matière de guerre ouverte par l'Angleterre, afin d'avoir l'occasion de faire rentrer Espartero en Espagne.

Plus on étudie l'Europe, et mieux on apprécie l'excellence des institutions américaines.

J. M.

Chronique Locale.

ACCIDENT.—Une petite fille de M. Fielding, habitant de Cincinnati, a été renversée hier sur la Levée, entre les rues St.-Louis et Conti, par un dray pesamment chargé de coton. Les roues lui ont brisé les deux jambes près du genou. M. Fielding a heureusement perceuvait la levée pour trouver un bateau à vapeur à destination de Cincinnati et il avait confié son enfant à un domestique nègre. La pauvre petite victime a été transportée chez son père dans un état désespéré. Il n'est pas probable qu'elle survive à ses affreuses blessures.

BOULANGERIE, PRENEZ GARDE, A VOUS !—En vertu d'une ordonnance passée récemment par le Conseil-Général, les boulangers sont tenus d'imprimer sur chaque pain le nombre d'onces qu'il doit peser. Il paraîtrait que l'on néglige d'obéir strictement à cette partie de la loi nouvellement sur les commissaires de la 3ème Municipalité se préparent à punir les délinquants et à les envoyer devant le recorder Seuzeneau. L'amende qui frappe les contrevenans varie de dix à cent piastres. Nous ignorons si l'ordonnance est exécutoire dans les deux autres Municipalités, mais nous espérons que les commissaires s'en assureront.

A QUI SONT-ILS ?—Plusieurs conducteurs de drayons ont déposé hier au bureau du constable de la 3ème Municipale, environ soixante *sacs* de maïs, en déclarant qu'ils n'ont pu trouver la demeure du propriétaire des dits sacs. Le maïs est à la disposition de ce dernier.

RECORDER GREEN.—On a arrêté hier trois individus nommés William Nugent, George Ellis et Perry Winney, sous la prévension d'avoir assailli et frappé M. William Bergoin. Ils ont été insérés en attendant le jour de l'instruction. Théodore Enfield et Dolly Miller, boulgres également de nègre de Nait, ont fourni tous les deux un cautionnement pour répondre de leur prochaine comparution devant le recorder.

RECORDER SEUZENEAU.—Ce magistrat a instruit hier l'affaire de Louisa Edmond, jeune Allemande que la police avait arrêté il y a quelque temps, comme prévenue d'un vol de ballot de coton, à la grande presse de la Levée. Le recorder Seuzeneau a désiré qu'il ne rendrait sa décision que jeudi prochain, à cause de quelques contradictions qu'il a remarquées dans la déposition des témoins.

VOL.—Les officiers Bovies et Périe de la police de la seconde municipalité ont arrêté hier soir la femme Mary Lamry, prévenue d'avoir soustrait une paire de vingt piastres en or appartenant à M. Perkis. Elle comparaîtra ce matin devant le recorder Baldwin.

CONSEIL DE LA MUNICIPALITÉ NO DEUX.—Le conseil s'est réuni hier soir. Le recorder Baldwin occupait le fauteuil.

D'après les rapports journaliers des rôleurs des recettes de la municipalité se font élevées le 27 courant à la somme de $317,296 50 ; les dépenses à $5,972 99 :—ce qui laisse une balance dans le trésor municipal de $311,323 51.

Le secrétaire donne lecture d'un message du Maire, en vertu duquel les magistrats élisent le conseil sur l'adoption d'une régulation prise à la dernière séance, relative à l'ouverture de la rue Genois. Le Maire recommande aussi l'ouverture des rues de la Commune et du Canal. La Ville donnant en même temps un compte du sheriff Lewis, montant à $358 38, relatif aux dépenses occasionnées par la dernière élection des assesseurs. Surmotion de M. Landeis, ce compte est référé au comité des finances.

Le voyer transmet au conseil plusieurs propositions cachetées pour la construction de certaines banquettes. Elles sont référées au comité des rues et débarcadères. Quant à l'érection d'une maison d'éducation dans le second district, le voyer informe le conseil qu'il n'a pas reçu aucune proposition cachetée. Sur motion de M. Morris, le voyer est autorisé de nouveau à annoncer qu'il recevra des propositions cachetées pour la construction de cet édifice.

M. Renshaw, du comité des rues et débarcadères, soumet un rapport recommandant l'ouverture de la rue de la Commune ; et autorisant le Maire à annoncer, pendant dix jours, en français et en anglais, dans l'*Abeille* et le *Bulletin*, de l'intention de ce conseil d'ouvrir la dite rue. Ce rapport est adopté.

Le conseil s'occupe ensuite de l'ordre du jour, qui est le rapport de M. Peters, relatif à l'achèvement de l'édifice municipal. Après un assez long débat, sur motion de M. Shakespear, ce rapport est renvoyé à la prochaine séance par 6 voix contre 5.

M. Shakespear présente alors un rapport relatif à un règlement final avec M. Robert Sexton. Ce rapport sera discuté mardi prochain.

M. Stockton présente une résolution abrogeant toute ordonnance faisant une appropriation à tous corps militaires dans la paroisse d'Orléans. Cette résolution est adoptée.

Puis le Conseil s'ajourne.

OHIO.—D'après les arrangements qu'il a reçus du secrétaire de la guerre, le lieutenant colonel Irwin s'occupe de la réorganisation du 2d régiment de l'Ohio. Ce corps sera admis sans difficulté au service.

VIRGINIE.—On pourrait dans le comté du Prince-William, en Virginie, des recherches sur les filons de cuivre qui peuvent s'y trouver, et l'on soumet le minerai à des expériences dont le resultat sans doute sera favorable.

LES ESCLAVES BRÛLÉS.—Cette affaire, dit le *Courrier des Etats-Unis* du 19, a reçu enfin une solution samedi matin, après cinq ajournements successifs ; mais ce dénouement est loin d'être décisif.

En entrant dans la salle le juge Daly déclara qu'il avait décidé n'y avoir lieu à mettre les esclaves en liberté. M. Jay demanda alors une révision de l'affaire, alléguant que lui, avocat des esclaves, n'avait pas été entendu, et que les personnes qui avaient parlé sur elles d'après au nom de ceux qui avaient admis les arguments qu'elles ne devaient pas admettre. Le juge s'y refusa, attendu que, deux fois déjà, il avait remis la cause pour la convenance de M. Jay, lorsque la partie adverse aurait pu exiger que l'on passât outre ; que dans les deux cas les esclaves avaient communiqué, au moyen d'un interprète, avec les personnes qui soutenaient leur cause, et avaient approuvé tous leurs actes. M. Jay déclara alors qu'il retirait le *writ d'habeas corpus*, mais M. Daly prétendit qu'il était trop tard, sa décision étant déjà rendue.

En conséquence, les esclaves ont été conduits au quai et remis au capitaine à qui ils appartenaient. Mais M. Jay, qui n'était retiré en prenant remettre la cause devant le juge Daly, a introduit un sort de *certiorary* pour amener l'affaire devant la cour suprême. En même temps une double action a été intentée au nom des deux esclaves pour assaut et batterie, et emprisonnement injuste, contre le capitaine, qui a dû donner deux cautions de $3000. Ceci dit assez que les abolitionnistes veulent épuiser toutes les ressources que leur offre la législation américaine, et elles sont nombreuses. L'affaire n'a donc, en réalité fait aucun pas, et cette persévérance même annonce au contraire la rendre plus délicate, et plus grave dans les conséquences diplomatiques qu'elle peut entraîner.

VENEZUELA.—Les derniers journaux de New-York nous fournissent des nouvelles un peu moins sommaires et un peu plus intelligibles que celles que nous donnions avant-hier ; les voici :

" Des nouvelles de Caracas du 19 juin nous annoncent que de nouveaux troubles ont éclaté du côté de Valencia. Une bande de factieux, commandée par un nommé Pereira, s'est emparée du village de Guigue. Aussitôt les gardes nationales se sont organisées, et, après avoir été défaits dans une première rencontre, les rebelles se sont retirés dans les montagnes. Le général Paez était attendu à Valencia, vers le 17, pour achever de rétablir la tranquillité.

" Une autre bande composée de sept hommes et commandée par un nommé determine, Policarpo Sanchez, a été défaite par un courageux citoyen, M. Faimo Celis, qui les a attaqués à la tête de ses serviteurs. Le chef a été tué et les sept hommes faits prisonniers. Encore quelques traits pareils et le Venezuela sera purgé des fauteurs de ces désordres qui l'ont une rocturnent en péril.

" Du reste le plus dangereux de tous, l'auteur de l'insurrection de l'hiver dernier, Guzman, a quitté le 13 juin la république en vertu du décret qui l'a condamné à la déportation en lui accordant la vie. Il a été mis à bord de la balancelle *Resolucion*, avec le nommé Hernandez de Ayala qui partage le même sort.

CHRONIQUE JUDICIAIRE.

PARIS, 1 juillet 1847.

La chronique judiciaire me fournira aujourd'hui bon nombre de faits assez intéressants ou assez originaux.

Une tentative d'assassinat a eu lieu le 20 juin sur la personne de M. Mérilhou, pair de France. Vers huit heures du matin, un jeune homme, se nommant Benain, demeurant à Neuilly, mille honnêtes, autour de quelques biographies et d'un ouvrage tout récent, intitulé : *le seul moyen de coloniser l'Algérie*, se présente dans l'appartement de M. Mérilhou, rue des Moulins, No. 15. Il entre sans sonner, la porte se trouvant ouverte, et pénètre dans le cabinet où M. Mérilhou était assis à son bureau.

—Il faut que cela finisse, s'écrie en entrant le jeune homme, et cette fois, vous ferez ce que je veux.

L'accent avec lequel ces paroles sont prononcées, l'air de menace qu'elles respirent, l'attitude de celui qui les profère, tout fait comprendre à M. Mérilhou l'imminence d'un danger. Il se tient donc sur ses gardes, il intime au jeune homme l'ordre de sortir ; une vive résistance s'engage ; Benain tire un pistolet de sa poche ; M. Mérilhou s'élance sur lui, et alors commence un corps à corps une lutte terrible. Enfin M. Mérilhou parvient à ouvrir la croisée donnant sur la cour et à crier à son secours ! Le concierge de l'hôtel s'empresse de monter. Au moment où il franchit les derniers degrés de l'escalier, il rencontre le vicomte Denain qui lui dit : "Allez vite, on assassine M. Mérilhou. Le portier, homme vigoureux et de sang-froid, lui barre le chemin en lui disant : "L'assassin c'est vous et je vous arrête." Denain tente de s'échapper, mais une poigne de fer le tient. Arrivés dans le cabinet de M. Mérilhou, celui-ci les trouve aux prises. "Ce n'est rien, monsieur, lui dit Benain, ce n'est qu'un désordre, le fou est enfermé, et je vous demande pardon." "Voici le misérable qui a voulu m'assassiner." Le commissaire et les gardes municipaux arrivent, et Denain est conduit en lieu de sureté.

Le Moniteur parisien dit que le vicomte Denain dont M. Mérilhou avait été le rapporteur, tenait à cet homme la promesse d'une place pour soutenir un cours. Comme la conduite de ce jeune homme était peu régulière, et comme d'ailleurs M. Mérilhou l'avait déjà beaucoup aidé de sa bourse, il refusa cette fois d'accéder à sa demande. C'est à la suite de ce refus que le vicomte Denain se serait armé d'un pistolet, et aurait tiré à bout portant sur M. Mérilhou. Fort heureusement l'arme rata. Le vicomte Denain s'arma aussitôt d'un second pistolet et essaya de mettre de nouveau son projet à exécution ; mais cette fois l'arme fut être détournée par M. Mérilhou, qui s'empara de l'agresseur et qui, en essayant de le désarmer, reçut plusieurs contusions à la figure.

La Patrie dit de son côté qu'on a trouvé sur l'assassin deux bons prêts à être signés et à vue sur le secrétaire de la cour de cassation, chargé de recevoir les traitements de ses membres. On présume qu'il voulait contraindre M. Mérilhou à les signer.

Malgré les blessures et les contusions qu'il a reçues, M. Mérilhou n'a pas voulu suspendre l'exercice de ses fonctions. Le lendemain il occupait son siége de conseiller à la cour de cassation et a présenté plusieurs rapports. On remarquait, au nombre des blessures qu'il a reçues dans l'attaque, une large contusion au-dessus de la tempe droite. Fort heureusement ces blessures ne présentaient aucun caractère inquiétant.

Un événement plus tragique encore que le précédent est arrivé, il y a quelques jours à la campagne de M. H., banquier de M. Jules Janin. M. H. avait, comme concierge et comme jardinier, un ancien militaire, qui occupait avec sa femme et sa fille un pavillon à l'extrémité du parc. Sa fille Marie, âgée de dix-huit ans et douée d'une beauté rare, avait inspiré une violente passion à un courtier du village voisin, nommé Boulay. Boulay avait demandé sa main ; les parens, d'accord avec les sentimens de la jeune fille, lui avaient refusée. Depuis lors, Boulay était tombé dans une sombre mélancolie et avait proféré des paroles de menaces. Mme H..., étant arrivée à la campagne avec sa fille, Mme J. Janin, la jeune Marie, qui semblait avoir le pressentiment de ce qui devait arriver, sa vence remplir auprès de ces dames, selon son habitude, les fonctions de femme de chambre. Un soir, après le dîner, Mme H..... et Janin remarquant la fraîcheur du soir, sur la terrasse. La fille du jardinier les servait. On entendit tout à coup trois détonations distinctes. La terrasse et la façade de ces dames furent grandes, on crut d'abord que c'étaient des braconniers ou des voleurs, et ordre fut donné aux domestiques de fouiller le bois. Mais éclairée par une pensée sinistre, Marie pousse un cri affreux et s'évanouit. Quand elle revint à elle, des mots interrompus s'échappèrent de ses lèvres : "Le pavillon.... mon père.... ma mère...." On courut au pavillon. On y trouve le jardinier et sa femme baignés dans leur sang. Ils avaient été frappés mortellement de deux coups de feu. Quant au meurtrier, après avoir accompli cet acte de désespoir, il s'était brûlé la cervelle. Son corps inanimé gisait dans le bois, à quelque distance du pavillon.

Le *Courrier de Lyon* raconte la mort d'un homme dont le nom est arrivé jusque à vous, il y a deux années, et qui avait une première fois échappé d'une façon miraculeuse au danger d'être enseveli sous la terre. Cette fois, il a été moins heureux, et les blessures qui lui ont été faites n'ont rien d'étonnant. "Attendu qu'il avait trouvé à bon Bien."

"Le sieur de Dubreuil est encore dans une bien mauvaise position, on peut dire que la catastrophe dont sa femme a failli être victime, il y a dix ans, est encore sur les dramatiques péripéties qui l'ont suivie. Les plaisanteries pour en baisser la curiosité ne lui manquent guères.

"Depuis neuf jours, il gardait son cadavre dans sa chambre. Enfin, il s'est déterminé à faire procéder aux funérailles. Le cercueil a été apporté jeudi dernier, près d'Heyrieux, à la construction de voutes sises destinées à recevoir les matières provenant des vidanges de la ville de Lyon.

"Les jours de pénitence de ces sites, qui ne paient ni sou ni maille, sont nombreux. L'inhumation aura lieu à 5 heures précises. Les compagnons qui ne seront pas ligne, à l'entrée funèbre, auront à l'amender.

Chaque commandant de compagnie fournira à l'inspecteur du brigade J. P. Chatry, une liste des hommes présents à cette revue.

La consigne des Canadiens de Orléans, capitaine J. Trigg, devra se rendre sur la Place d'Armes une demie heure avant l'heure prescrite pour former la ligne et se garder à droite.

Le colonel J. Bord commandant le régiment d'infanterie, le lieutenant colonel J. B. Vignié, commandant la cavalerie, le capitaine Arfeuil, commandant le bataillon d'artillerie, sont chargés respectivement de ce qui les concerne de l'exécution du présent ordre.

H. AUGUSTIN, Brigadier-général.
Pour EDWARD P. DEMPSEY, Aide-de-camp.

QUARTIER-GENERAL.

LEGION DE LA LOUISIANE
Nouvelle-Orléans, 20 juillet 1847.

CONFORMEMENT à la loi, la Légion de la Louisiane s'assemblera le lundi, 30 août, à quatre heures du soir, sur la Place d'Armes, pour être passée en revue et faire les exercices et manœuvres d'instruction sous peine d'amende. Les officers et compagnies qui ne seront pas ligne, à l'entrée funèbre, auront à l'amender.

Chaque commandant de compagnie fournira à l'inspecteur de brigade J. P. Chatry, une liste des hommes présents à cette revue.

La consigne des Canadiens de Orléans, capitaine J. Trigg, devra se rendre sur la Place d'Armes une demie heure avant l'heure prescrite pour former la ligne et se garder à droite.

Le colonel J. Bord commandant le régiment d'infanterie, le lieutenant colonel J. B. Vignié, commandant la cavalerie, le capitaine Arfeuil, commandant le bataillon d'artillerie, sont chargés respectivement de ce qui les concerne de l'exécution du présent ordre.

H. AUGUSTIN, Brigadier-général.
Pour EDWARD P. DEMPSEY, Aide-de-camp.

QUARTIER GENERAL.

1ère Brigade, L. M.—Ordres Généraux No. 6.

NOUVELLE-ORLEANS, 19 juillet 1847.

Dans les dix jours de cette date, tous les officiers commandant des compagnies de cette Brigade sont invités de se présenter chez Professeur auprès de F. Vannier, détaché à cet effet du 27ème Régiment, rue St-Anne, No. 82, entre Chartres et Decatur, afin d'y faire inscrire leur adresse à la conservation de leur grade respectif.

Passé ce délai, il sera fait une inspection du district par le F. Vannier, procédé aux élections vacantes, pour compléter le cadre d'officiers de cette Brigade, et ordonné la dissolution des compagnies actuellement existant à cet effet.

Par ordre du Brigadier-général W. T. Thompson, commandant la 2ème Brigade.

29juil—5 F. F. VANNIER, Aide-major.

103, Royale,

F. & J. LACOSTE, seule dépositaire des medicaments de F. V. Raspail, fabriqués à Paris, et préparés par le savant chimiste, vendant du Rasp. août

Histoire naturelle de la santé, figures coloriées des 3 règnes, du broches, du noires de broches.

Manuel alphabétique de la santé, carbonisé au broche Précis et défense de F. V. Raspail, broche; Cigarettes, ou, ou et sans, ou guillotine, ou et sans avec fer, pierre et ou plumes;

Alcool camphré, ou ou ou;

Pommade camphrée, huile camphrée, vinaigre camphré, liqueur camphrée, sirop de gomme, sirop de cerises, sirop de groseilles, sirop de framboises, et sirop de capillaire, sirop de citron, sirop de limon